Communiqué de presse de Jean-Pierre SUEUR, Secrétaire national à l'Education du Parti socialiste

Le gouvernement RAFFARIN avait déjà envoyé un signe très négatif aux universités en diminuant, en francs constants, le budget de l'enseignement supérieur (ce qui est sans précédent) et en réduisant drastiquement les crédits de la recherche.

Aujourd'hui, il va plus loin en publiant un avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur qui suscite de grandes inquiétudes.

Il est, certes, nécessaire d'améliorer la gestion des universités ; il est, sans doute, judicieux de donner davantage de responsabilités aux instances de chaque université ; il est, enfin, indispensable d'harmoniser les diplômes au plan européen. Le gouvernement JOSPIN a pris à cet égard des initiatives et des décisions qu'il est dérisoire de chercher à « récupérer » comme le fait M. FERRY et le Parti Socialiste a fait des propositions sur ces différents points dans son projet éducatif.

Mais il y a une différence essentielle entre ce qu'annonce M. FERRY et les positions qui sont les nôtres.

Le projet de M. FERRY aboutirait, en effet, à la généralisation d'universités concurrentielles, à la multiplication des inégalités, à la fin diplômes nationaux, et finalement à la mise en pièce du service public de l'enseignement supérieur.

On retrouve là un nouvel avatar de la conception libérale de la décentralisation que se M. RAFFARIN et qui est incompatible avec le principe d'égalité et le droit pour tous à des services publics de qualité.

S'agissant de l'enseignement supérieur, le fait que l'on reparle simultanément, à Sciences Po, d'une augmentation spectaculaire des droits d'inscription va dans le même sens que celui d'une conception élitiste et d'une privatisation rampante

Phoca PDF